



Les élèves de Franco-Ouest jeûnent en solidarité à Haïti



par **Sandy Chirol**

[Voir tous les articles de Sandy Chirol](#)

Article mis en ligne le 26 mars 2010 à 12:29

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Près d'une soixantaine d'élèves volontaires du Collège catholique Franco-Ouest ont entrepris un jeûne de 30 heures hier matin tout en récoltant des fonds pour la Croix-Rouge afin de soutenir et d'aider les victimes haïtiennes du séisme du 12 janvier dernier. Depuis 9h hier matin et jusqu'à cet après-midi 15h, les jeunes se privent de nourriture afin de prendre conscience de la faim pour comprendre un peu mieux les difficultés de subsistance auxquelles la population a du faire face après le séisme.

«Je me doutais ce que c'était d'avoir faim mais je n'en avais jamais fait l'expérience. Aujourd'hui ça m'a vraiment aidé à comprendre ce qu'ils (les haïtiens) ressentent», a témoigné ce matin Lukas Hampel-Levert.

Les participants aidés de leurs camarades ont également pu amasser 1 000 \$ au profit de la Croix – Rouge canadienne.

Plus de détails dans *L'Express* du 1er avril. **(S.C)**



Un peu fatigués mais motivés après avoir passé 24h sans manger, les élèves termineront leur jeûne dans l'après-midi. Photo : Sandy Chirol



Les étudiants pourront avoir accès aux études supérieures Nouveau bac spécialisé en journalisme et en relations publiques



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 29 mars 2010 à 11:24

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Après avoir conclu le mois dernier des partenariats en génie, l'Université d'Ottawa, La Cité collégiale et le Collège Algonquin ont annoncé la création de deux nouveaux programmes la semaine dernière en journalisme et en relations publiques. Les trois institutions offriront donc dès l'automne un baccalauréat spécialisé en journalisme et en relations publiques et communication. La particularité de ce nouveau programme est qu'il permettra aux étudiants d'accéder directement aux études supérieures après l'obtention du bac.

« Avec l'ancien programme en journalisme, après deux ans à La Cité et deux ans à l'Université, les étudiants obtenaient un baccalauréat en journalisme. Maintenant, avec une session de plus, ils obtiennent un bac spécialisé et la possibilité de continuer à la maîtrise », a expliqué la directrice de l'École des arts, des médias et de la communication de La Cité collégiale, Lyne Michaud.



« L'élimination du déficit, c'est l'affaire de tout le monde » - Madeleine Meilleur



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 26 mars 2010 à 12:22

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Alors que la province de l'Ontario présentait hier son nouveau budget affichant un déficit record de 21,3 milliards \$, la ministre déléguée aux Affaires francophones, des Services sociaux et communautaires et députée d'Ottawa-Vanier, Madeleine Meilleur a insisté sur le fait que « l'élimination du déficit, c'est l'affaire de tout le monde ». «La population ne devrait par être inquiète. Bien sûr, il doit avoir des resserrements à cause du 21,3 milliards \$ de déficit. On a été prudent dans notre plan », assure-t-elle.

Les points saillants de ce budget sont les investissements majeurs en éducation postsecondaire qui permettront la création de 20 000 nouvelles places dans les universités et collèges dès septembre.

Un investissement de 63,5 millions dans les services à la petite enfance permettra aussi de « protéger 302 places en garderies à Ottawa ».

Le programme d'apprentissage à temps plein pour les enfants de 4 et 5 ans sera également mis en place dès septembre dans 39 écoles d'Ottawa.

Du côté des hôpitaux, en sérieuse difficulté financière, ils n'ont eu droit qu'à une augmentation de 1,5 %. « On souhaite que (ça n'engendrera) pas de coupures. On leur a demandé leur coopération. »

La Ville d'Ottawa s'est aussi vue retirer son programme de remplacement des autobus mais Mme Meilleur assure qu'ils pourront utiliser les argents provenant de la taxe sur l'essence. Depuis 2007, la taxe sur l'essence a rapporté 154,9 millions \$ à la Ville.



« Les municipalités savent dans quelle situation nous sommes et on travaille avec eux », a assuré Mme Meilleur.

30 mars 2010 | *Le Droit* | *LeDroit*

UN CINQUIÈME CANDIDAT DANS LE QUARTIER BAIE

Un cinquième candidat s'est manifesté, hier, pour succéder à Alex Cullen au poste de conseiller dans le quartier Baie, lors des prochaines élections municipales à Ottawa. Greg Ross a fait carrière en tant qu'agent d'information chez Transport Canada. Il se dit à l'aise en anglais, en français et en espagnol. S'il est élu le 25 octobre prochain, M. Ross dit qu'il veut poursuivre le travail de M. Cullen, notamment dans le dossier de l'implantation d'un système de train léger. Les autres candidats en lice sont Ike Awgu, George Guirguis, Peter Heyck et Mark Taylor.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

30 mars 2010 | Le Droit | JEAN-FRANÇOIS DUGAS jfdugas@jfdugas@ledroit.ledroit.com

« Je ne peux pas appuyer cela »

Un élu de Russell qui a voté contre l'affichage bilingue déplore les tactiques de Galganov

Jean-François Dugas



JEAN-FRANÇOIS DUGAS, LeDroit

Même s'il a voté contre le règlement sur l'affichage bilingue — contrairement au maire de Russell, Ken Hill (à droite) —, le conseiller municipal de Russell, Jamie Laurin (à gauche), déplore la récente campagne de salissage utilisée par le militant anglophone Howard Galganov.

Un conseiller du canton de Russell, qui a voté contre le règlement sur l'affichage bilingue commercial, déplore la récente campagne de salissage utilisée par le militant anglophone Howard Galganov.

« Je suis déçu par son comportement. La méthodologie qu'il a choisie n'est pas la bonne façon de procéder. Je ne peux pas appuyer cela », a confié au Droit l'échevin Jamie Laurin.

Lundi dernier, l'activiste a envoyé, selon ses dires, un livret à 6124 logis, commerces et fermes de Russell afin de contester le règlement « forcé » au nom de la liberté d'expression.

Le document provocateur, titré « Comment éradiquer la langue et la culture françaises en Ontario », tire à boulets rouges sur les trois élus qui ont voté en faveur de l'arrêté municipal au mois de juin 2008, ainsi que sur l'avocat de la municipalité Me Ronald Caza.

« Je n'en reviens pas. C'est très désolant, a ajouté M. Laurin qui précise avoir grandi en milieu francophone dans sa jeunesse. Il y a eu un processus démocratique et nous devons tourner la page et continuer. On ne peut toujours regarder en arrière. Ça fait déjà deux ans que ça traîne. »

Boileau s'en mêlera

Tel que révélé par LeDroit la semaine dernière, le procès opposant M. Galganov et la municipalité de Russell a été reporté à une date indéterminée en raison d'un manque de juge bilingue. Inquiet, le commissaire aux services en français, François Boileau, prévoit enquêter sur le sujet prochainement.

« Je vais fouiller. Je ne vais pas laisser passer cela. Mon équipe n'a pas encore fait les suivis nécessaires, mais ce n'est pas par manque d'efforts. Il y a tant d'heures dans une journée », signale le commissaire, qui a plus de 700 dossiers sur son pupitre.

M. Boileau tentera de découvrir l'origine des « raisons administrative » qui ont causé l'indisponibilité d'un juge bilingue.

Danger pour élections

une incidence sur les élections municipales du 25 octobre prochain.

Les délais pourraient faire en sorte que la validité du règlement sur l'affichage bilingue domine le débat lors de la course électorale, craignent-ils.

« Le temps était idéal, la semaine dernière, pour procéder et avoir une décision du juge cet été. Là... », déplore le maire de La Nation, Denis Pommainville, qui laisse entendre un scénario désastreux.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

30 mars 2010 | Le Droit | FRANÇOIS PIERRE DUFAULT fpdufault@ledroit.com

Le nombre de jeunes accusés de vol qualifié bondit de 25 %

François Pierre Dufault fpdufault@ledroit.com

La police d'Ottawa est confrontée à une augmentation du nombre d'adolescents d'âge mineur qui sont inculpés de vol qualifié. Leur proportion a bondi de près de 25% l'an dernier.

Un rapport annuel de la police indique que 26 des 103 individus accusés de vol qualifié en 2009 sont âgés de moins de 18 ans. Le chef Vernon White parle de « statistiques alarmantes », alors que ces jeunes contrevenants ne représentaient que 0,3 % des auteurs de vols qualifiés, l'année précédente.

« Les jeunes ne voient plus autant les vols qualifiés comme des crimes violents. C'est là une grande partie du problème. On dirait qu'à leurs yeux, les vols ne sont pas des crimes sérieux. Pour plusieurs d'entre eux, il s'agit aussi d'une première offense », explique le chef de police.

Message clair à la Ville

Pour la conseillère Maria McRae, qui siège à la Commission des services policiers d'Ottawa, cette augmentation soudaine du nombre de jeunes auteurs de vols qualifiés envoie un message clair à la Ville d'Ottawa.

« Cette statistique nous démontre le besoin d'offrir des infrastructures adéquates à nos jeunes. Si nos jeunes sont impliqués dans des activités positives, comme des loisirs, ils ne se frotteront pas à d'autres individus qui vont les inciter au crime », indique l'élue du quartier Rivière.

Pour les jeunes qui ont déjà versé dans la criminalité, MmeMcRae parle d'une approche différente.



« Si un adolescent est reconnu coupable d'un premier vol qualifié, il en tirera une plus grande leçon s'il est condamné à de travaux communautaires. Il aura alors davantage l'occasion de réfléchir à ce qu'il a fait que s'il est placé en détention », soutient la conseillère.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.



Jean-Luc Brassard
champion de ski acrobatique
porte-parole de la Francofête 2010

SOIRÉE DES MÉRITES ET DES PRIX FRANCO PUB 2010

«Le français, une langue tout en mouvement»: c'est sur ce thème que s'est déroulée, du 5 au 28 mars, la 14^e Francofête, organisée par l'Office québécois de la langue française et ses partenaires, dont le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles. Au programme de cette célébration du français et de la francophonie: la Soirée des Mérites et des prix Francopub, qui a eu lieu le 24 mars, à Montréal. Plusieurs distinctions y ont été décernées à des organisations et à des personnes qui ont fait rayonner la langue française dans leur milieu. La Chambre de commerce du Montréal métropolitain y a aussi décerné le nouveau Mérite du français dans la PME à une entreprise de moins de 50 employés qui fait rayonner le français dans son milieu.

BRAVO AUX LAURÉATS!



La Francofête
célébration du français et de la francophonie
du 5 au 28 mars 2010
www.francofete.ca

MÉRITES DU FRANÇAIS DANS LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION



MULTIMÉDIA - APPRENTISSAGE EN LIGNE, JEUX ET LOGICIELS - GRANDE ORGANISATION

Ubisoft *Divertissement pour le jeu vidéo Assassin's Creed II*
M. Pierre Cossuin, conseiller en francisation, Office québécois de la langue française; M. André Oursenn, président du conseil d'administration d'Alliance numérique; M^{me} Chloé Dodrivo, coordonnatrice développement durable et communication, Ubisoft; M. Martin Beyreys, chargé des relations publiques et porte-parole, Office québécois de la langue française; M^{me} Nathalie Verge, conseillère aux affaires gouvernementales, Ubisoft



SITE INTERNET - PETITE ET MOYENNE ORGANISATION

Conseil du médicament *pour son site Internet*
M^{me} Luette Chartrand, conseillère en francisation, Office québécois de la langue française; M. Patrice-Guy Martin, président-directeur général, Réseau ACTOR T; M^{me} Magye Charost-Poulin, conseillère en communication, Conseil du médicament; M^{me} Kim Tardif, responsable linguistique et graphique, Conseil du médicament; M^{me} Nicole Marlet, présidente-directrice générale, Association québécoise des technologies



SITE INTERNET - GRANDE ORGANISATION

L'Hôpital de Montréal pour enfants *pour la nouvelle section de Traumatologie de son site Internet*
M. Carlo Gail, coordonnateur de traumatologie, L'Hôpital de Montréal pour enfants; M^{me} Lisa Grill, coordonnatrice de traumatologie, L'Hôpital de Montréal pour enfants; M^{me} Lisa Dutilleul, chef des relations publiques et des communications, L'Hôpital de Montréal pour enfants; M^{me} Johanne Bocher, Association de l'industrie de la langue; M. Jean-François Fortin, journaliste, Directeur informatique; M^{me} Luette Chartrand, conseillère en francisation, Office québécois de la langue française

Une mention spéciale a été décernée au journal **Le Devoir** pour la refonte de son site Internet.



APPLICATION LOGICIELLE - PETITE ET MOYENNE ORGANISATION

Solutions documentaires GESTAR et Dexero *pour l'application logicielle Omdo@Entreprise*
M. Azim Marajee, conseiller en francisation des technologies de l'information, Office québécois de la langue française; M. Michel Roberge, président et chef de la direction, GESTAR; M. Pierre Chou, directeur, région du Québec, Microsoft



APPLICATION LOGICIELLE - GRANDE ORGANISATION

Département de pharmacie / CHU Sainte-Justine *pour le développement d'une application relative au processus de numérisation des préparations orales non stériles de médicaments*

M^{me} Lette D'Arauz, directrice du marketing et des communications, CEFRIQ; M. Denis Label, pharmacien, Département de pharmacie / CHU Sainte-Justine; M. Jean-Marc Farret, pharmacien, Département de pharmacie / CHU Sainte-Justine; M^{me} Luette Chartrand, conseillère en francisation, Office québécois de la langue française; M^{me} Joanne Dorelle, gestionnaire Affaires publiques et générales, Financière Sun Life; M^{me} Isabelle Goyer, résidente en pharmacie, Département de pharmacie / CHU Sainte-Justine; M^{me} Gabrielle Fortin, résidente en pharmacie, Département de pharmacie / CHU Sainte-Justine

PRIX CAMILLE-LAURIN



M. Reynald Gagné
M^{me} Richard Baril, secrétaire par intérim de l'Office québécois de la langue française; M. Reynald Gagné, producteur de télévision, bureau; M^{me} Monique Cormier, vice-doyenne aux affaires professionnelles, Faculté des arts et des sciences, Université de Montréal, membre de l'Office québécois de la langue française

MÉRITES DU FRANÇAIS AU TRAVAIL, DANS LE COMMERCE ET DANS L'ADMINISTRATION



AU TRAVAIL ET DANS LE COMMERCE - GRANDE ENTREPRISE

Siemens Canada Limitée
M^{me} Nathalie Giroux, chargée de comptes, Siemens Canada Inc; M^{me} Joanne Dorelle, gestionnaire Affaires publiques et générales, Financière Sun Life; M^{me} Danièle Zalloni, coordonnatrice de la francisation, Siemens Canada Inc; M^{me} Diane Poiroux, directrice régionale, Ressources humaines, Siemens Canada Inc; M^{me} Marie-Claude Du Perron, conseillère en francisation, Office québécois de la langue française; M^{me} Danielle Fortin, directrice générale adjointe de la francisation et du traitement des plaintes, Office québécois de la langue française



AU TRAVAIL ET DANS LE COMMERCE - PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE

PharmAthère Canada
M^{me} Chantal Larouche, conseillère et mandataire de l'entreprise pour la francisation, PharmAthère Canada; M^{me} Anne St-Yves, gestionnaire aux ressources humaines, PharmAthère Canada; M. Carl Tardif, directeur associé aux opérations, PharmAthère Canada; M. David P. Wright, président et chef de la direction, PharmAthère Canada; M. David Tremblay, conseiller en francisation, Office québécois de la langue française; M^{me} Joanne Dorelle, gestionnaire Affaires publiques et générales, Financière Sun Life; M^{me} Danielle Fortin, directrice générale adjointe de la francisation et du traitement des plaintes, Office québécois de la langue française



DANS L'ADMINISTRATION

Commission des lésions professionnelles
M. Jean-François Clément, président, Commission des lésions professionnelles; M^{me} Joanne Dorelle, gestionnaire Affaires publiques et générales, Financière Sun Life; M^{me} Hélène Gaudin, technicienne en information, Commission des lésions professionnelles; M^{me} Karine Béland, conseillère en francisation, Office québécois de la langue française; M^{me} Line Corriveau, secrétaire générale, Commission des lésions professionnelles; M^{me} Isabelle St-Pierre, responsable des communications, Commission des lésions professionnelles; M^{me} Danielle Fortin, directrice générale adjointe de la francisation et du traitement des plaintes, Office québécois de la langue française

MÉRITE DU FRANÇAIS DANS LA PME



Centre Régional de Récupération et de Recyclage Laval

M^{me} Chantal Bouvier, vice-présidente Stratégie et affaires publiques, Chambre de commerce du Montréal métropolitain; M^{me} Jocelyne Arsenault, directrice générale, Centre Régional de Récupération et de Recyclage Laval

Une mention spéciale a été décernée à la **Compagnie théâtrale du Centre**.

LES PRIX FRANCO PUB



GRAND PRIX FRANCO PUB - BOURSE SERGES-TOUGAS

Campagne télé L'Institut testo de Marketel pour Rogers
Cédric Asselin, rédacteur de l'agence Marketel (absent); M. Simon St-Germain, superviseur, Marketel; M^{me} Danièle Tremblay, membre du jury; M^{me} Magalie Sanson, directrice artistique, Marketel; M^{me} Thérèse Lalonde, conseillère en francisation, Office québécois de la langue française; M. Hubert Sacy, président, agence Imbibançoage

MÉRITES EN FRANCISATION DES NOUVEAUX ARRIVÉS



PERSONNE IMMIGRANTE NON FRANCOPHONE

M. Veaceslav (Stava) Lapin
M. Jacques Leroux, directeur des politiques, des programmes, des partenariats et de la promotion de la francisation, ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles; M. Veaceslav (Stava) Lapin, docteur en science politique et auteur-compositeur-interprète originaire de Makiévie



PERSONNE ŒUVRANT DANS LE DOMAINE DE LA FRANCISATION DES IMMIGRANTS

M^{me} Nélida Pinto
M^{me} Nélida Pinto, conseillère experte et chargée de projets, services d'intégration en ligne, ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles; M. Jacques Leroux, directeur des politiques, des programmes, des partenariats et de la promotion de la francisation, ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles



PARTENAIRE INSTITUTIONNEL OU COMMUNAUTAIRE EN FRANCISATION

Centre d'appui aux communautés immigrantes
M. Jacques Leroux, directeur des politiques, des programmes, des partenariats et de la promotion de la francisation, ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles; M^{me} Anut Aleksian, directrice générale, Centre d'appui aux communautés immigrantes



ENTREPRISE

Systèmes médicaux Intelerad
M^{me} Nancy-Élisabeth Mandry, coordonnatrice des ressources humaines, Systèmes médicaux Intelerad; M. Jacques Leroux, directeur des politiques, des programmes, des partenariats et de la promotion de la francisation, ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles; M^{me} Julie Chailleur, générale des ressources humaines, Systèmes médicaux Intelerad

PRIX FRANCO PUB - PRIX DU PUBLIC

Campagne d'autisme, ARTV
François Jean, concepteur-rédacteur, ARTV; M. Guy Bertrand, premier conseiller linguistique, Radio-Canada; M. François Jean, concepteur-rédacteur, ARTV; M. Benoît Pilon, vice-président création, agence Tank



LEDROIT, LE MARDI 30 MARS 2010

[Autos](#) [Careers](#) [Classifieds](#) [Homes](#)

Ethics and religion course has support of Quebecers

By ELIZABETH THOMPSON, QMI AGENCY

Last Updated: March 30, 2010 4:16am

OTTAWA — Born amidst controversy, Quebec's course on ethics and religious cultures appears to now have the support of a majority of Quebecers.

A new Leger Marketing public opinion poll commissioned by the Association for Canadian Studies and released exclusively to QMI Agency, found that 65.5% of Quebecers believe it is good that students are required to take the course, while 30.3% still oppose it.

The non-denominational course was plagued by controversy when it was first introduced in 2008, with critics concerned it interfered with the right of parents to instill religious values in their children.

While a similar poll a year ago found half of francophones supported the course, that support has now risen to 62.7%.

Support among non-francophones has remained steady with 77.2% of anglophones and 78.4% of allophones endorsing it.

Support also varies with age. While 75% of 18-24 year olds support the course, 69.2% of those over age 75 oppose it.

Copyright © 2010 Ottawa Sun All Rights Reserved

Article rank | 30 Mar 2010 | Ottawa Citizen | BY DON LAJOIE | CANWEST NEWS SERVICE

Ontario keeps limit on tuition fee increase

Students are applauding a Queen's Park announcement Monday that the province will keep its five-per-cent limit on tuition fee hikes and augment student aid across Ontario.

"It's great they're announcing this in economically difficult times," said Mohsin Khan, president of the University of Windsor Students' Alliance. "Finally, the government is paying some attention to post-secondary education. But we hoped for more."

The Ministry of Training, Colleges and Universities raised the weekly loan limit for a single student to \$150 a week from \$140 and more than doubled the amount of money a student may earn each week before being penalized on their student loan, to \$103 from \$50.

The tuition increase limit delays the possibility of any large hikes in tuition fees for two more years.

Colleges and universities will be required to contribute 10 per cent of additional revenue from fee hikes to bursaries and other student assistance programs for those most in need.

Student groups had expected their fees to jump substantially with the expiration this spring of the current five-year ceiling.

The government also initiated a \$500 grant for part-time students in financial need and has delayed the time when interest charges become due on student loans until six months after graduation.

The maximum a student must repay each year has been increased to \$7,300 from \$7,000, but the ministry will also provide more assistance for tuition, living costs, books, supplies and equipment.

Also, 1,000 new graduate scholarships will be available, additional support for married students and those with children will be provided. The government said the new plan will see \$81 million in additional financial support and should benefit 188,000 students.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 30 Mar 2010 | Ottawa Citizen

Provost was correct, courageous in advising Coulter

Re: University group wants provost to apologize, March 26.

Officials of the Canadian Association of University Teachers (CAUT) want U of O provost François Houle to apologize for writing his letter to Ann Coulter. Why?

The letter's purpose was to warn her to consider Canada's laws against hate speech in preparing her remarks to be delivered at the university. Do CAUT officials think that, given the publicly available record about this speaker's public utterances on many other occasions, this warning was irrelevant or ill-advised?

Given this record, does the CAUT not think that there was a reasonable presumption that this speaker might commit such a transgression on this occasion? If so, I dare them to state this for the record.

The manifest purpose of hate-speech prohibitions is precisely to limit the freedom to express certain types of opinion. Moreover, the connection between fanatical political rhetoric and threats of violence in the U. S. political system in recent years is a fact of life. Houle was correct and courageous in doing what he did.

WILLIAM LEISS, Ottawa Scientist, McLaughlin Centre University of Ottawa

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 30 Mar 2010 | Ottawa Citizen

State should not ban niqab for Quebecers

Re: Niqab nonsense, March 26.

I agree with the Citizen's editorial about the "misguided ban" on wearing a niqab in government dealings.

The Quebec government officials should be working to find solutions for more pressing issues like wait times at hospitals, homelessness or joblessness.

What a waste of the Quebec government's efforts to try to legislate this since only a handful of the 200,000 Muslims living in Quebec wear a niqab.

Muslim women should have the right to wear whatever they wish to completely cover themselves. They will co-operate with authorities to lift up their niqab when it is required.

NASEEM A. RETA, Ottawa

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 30 Mar 2010 | Ottawa Citizen | WILLIAM WATSON *William Watson teaches economics at McGill University.*

Would we let Ann Coulter wear a niqab?

So, the obvious question emerging from last week's news: Would we let Ann Coulter wear a niqab?

I'm pretty sure the conservative American columnist would never wish to wear the veil favoured by a so far tiny minority of Muslim women. On the other hand, the widespread denunciation of the denial of her right of free speech at the University of Ottawa suggests liberal or even libertarian values are running strong in Canada. We're willing to let her say almost anything, which is good, but would we let her cover her face if she wanted to?

Liberals and libertarians, though libertarians more than liberals, put the highest value on individual freedom. If a person wants to dress in his or her own peculiar way, we normally have a pretty *laissez-faire* view of such choices, more than we used to before the 1960s, certainly. We may disapprove, we might never be caught dead in such regalia ourselves, but other than raising our eyebrows (assuming our eyebrows aren't covered) we don't comment.

Our courts, too, have tended to take a liberal/ libertarian view. Our last public debate about female dress, more than a decade ago, concerned toplessness. Though the courts were generally accommodating, the fashion didn't really catch on. Even so, ours may soon be a society in which women have the legal right to bare their breasts but not to cover their faces.

My own libertarian instinct is to give the benefit of the doubt to the individual. If she wants to cover her face — and suffer the social consequences of making such an emphatic invitation to ostracism — that's her decision.

Most rights aren't absolute, of course. When the safety or security of others is involved the veil may have to be lifted. The banking industry has an unfortunate history with clients who approach tellers wearing face covers. Air travellers quite reasonably want to know that all their fellow passengers have been put through the same identification checks required of them — though in the presumably not-distant day when everyone is given a corneal scan before boarding, the veil won't be a problem.

Employers should also have considerable control over how their employees look. If I'm in the retail business, I want my clerks to at least seem trustworthy. Whatever the case may be in the Middle East, in this society most customers won't want to deal with someone who covers her face. The eyes may be window to the soul but would you buy a used car from someone who only showed you her eyes? If you don't like your employer making what you regard as unreasonable demands about your clothing choices, you should try another employer.

A final possible exception to *laissez-faire* might be called "the Trudeau exception." Trudeau's point in that famous "Just watch me" interview with a severely intellectually outmatched CBC reporter named Tim Ralfe during 1970's October Crisis was that liberal societies have a right to defend themselves against illiberal enemies within.

Government that allows the largest possible leeway for the expression of opinions of all kinds is a rare and precious occurrence in history. It exists because of common agreement on the not at all self-evident truth that people should have the right to believe and say what they choose. Tolerance of this sort does not imply approval of all beliefs or opinions. It does imply that allowing people the expression of their beliefs is both right and just in itself and will also lead to the best social outcomes. Policies that survive the gauntlet of free expression are likely to be hardy.

The one view that (maybe) can't be permitted in liberal society is that liberalism itself is wrong and misguided and should be replaced with something less tolerant, more fundamentalist. It's not obvious such views should be outlawed. Liberalism may be strong enough to prevail over them. But if any doctrine were to be outlawed, it would be anti-liberalism. Thus Pierre Trudeau believed, quite correctly, that there was no contradiction in using illiberal means — force of arms — to defend liberal democracy.



There is a view that wearing the niqab is just such an expression of anti-liberalism, that the desire to shield one's face from one's fellow citizens is a sign of disapproval of the way " their" (not my) liberal society has evolved, the 21st-century equivalent of the 20th-century blackshirt or brownshirt. It may be that women who choose or consent or are compelled to wear the niqab actually believe that. But even a liberal society perfectly within its rights to defend itself may decide it makes more sense to sanction actions, not just symbols.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 30 Mar 2010 | Ottawa Citizen | BY MEGHAN HURLEY mhurley@thecitizen.canwest.com

Autism registry to be launched in Ottawa

Service to pass critical information to first responders in emergencies

Ottawa will become the second city in Canada to launch a registry to equip first responders with the tools needed to assist autistic individuals.

The online registry, a voluntary pilot project, will be launched Thursday by the Ottawa Police Service and Autism Ontario.

Parents of autistic children can enter photos and detailed information that will aid police, paramedics and firefighters as they respond to emergencies involving the autistic.

"It's a way to provide information to defuse the situation and support them in the manner best suited for them," says Nancy Gibson, the coordinator for Autism Ontario's Ottawa chapter. "The more education and awareness we can provide to first responders, the better the interaction will be for everyone involved."

Hazel Smith, an Ottawa mother of an eight-year-old autistic boy, has advocated for a registry for years. She says it can help de-escalate a violent situation quickly or save an autistic child's life.

In the event of a fire, for example, the registry will alert first responders that an autistic child lives at the address.

"Maybe an autistic child would be completely lost about how to react in a fire," Smith said. "They would go to a safe place, like a bedroom closet."

Smith said she first saw the need for a registry system several years ago after an autistic student in the United States was shot and killed by police. The student, who could not speak, tried to get a card from his pocket, but police thought he was reaching for a weapon, she said.

The student would still be alive, Smith said, if police in the U.S. had a similar registry.

Police won't release a lot of information about Ottawa's registry until Thursday. However, Sgt. Norm Sandre said emergency situations would be less traumatic for autistic people if officers had training and crucial information at their disposal.

"It's not a natural thing for us to know what to say or what to do when dealing with people with autism," Sandre said. "It's a lot of barriers we are trying to break down."

Sandre remembers responding to a disturbance call involving an autistic boy several years ago. The boy began hitting people after seeing a police car drive by.

Sandre discovered the boy was acting out because he couldn't verbalize his desire to ride in the police car. Sandre realized the boy wanted a ride in a cruiser after turning on the lights of his car.

"It was like a switch was turned on," Sandre said. "He calmed down, ran right up to the car and started rubbing the car. You knew by his actions that he wanted to go for a ride."

The launch of the Ottawa registry comes a few months after a seven-year-old autistic Cape Breton boy died after wandering away from home shortly before a snowstorm.

James Delorey was lost for two days in the Nova Scotia woods. Found unconscious and suffering hypothermia, he was taken by air ambulance to hospital, where he later died.

Shortly after that, Autism Resources Miramichi Inc. in New Brunswick and the local police force launched the first system that flags the name and address of autistic people registered in the 911 database.

Ottawa's registry will be launched at the RA Centre at 2451 Riverside Dr. at 1 p.m. on Thursday.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.